



Synthèse des résultats de la procédure d'audition du 7 juillet 2011 au 4 août 2011

Message complémentaire concernant la modification de la loi sur l'asile (rapport du DFJP sur des mesures d'accélération dans le domaine de l'asile)

Table des matières

I	Partie générale	3
1.	Condensé des résultats de la procédure d'audition	3
1.1.	Contexte	3
1.2.	Procédure d'évaluation des avis	4
1.3.	Synthèse des résultats de la procédure d'audition concernant la modification de la loi sur l'asile (LAsi)	4
1.3.1.	Remarques générales	4
1.3.2.	Principales remarques concernant les propositions de modification.....	5
II	Partie spéciale	9
1.	Remplacement de l'expression « office fédéral » par « ODM »	9
2.	Art. 17, al. 5 : Dispositions de procédure particulières	10
3.	Art. 26, al. 1 ^{bis} (nouveau), al. 2, 2 ^{bis} et 2 ^{ter} (nouveaux): centres d'enregistrement	11
4.	Art. 26a (nouveau) : examen médical	15
5.	Art. 109a (nouveau) : conventions	19
6.	Art. 110a (nouveau) : assistance judiciaire	21
7.	Ch. II (dispositions transitoires) et ch. III (entrée en vigueur)	24

I Partie générale

1. Condensé des résultats de la procédure d'audition

1.1. Contexte

Le 26 mai 2010, le Conseil fédéral a adopté le message relatif à la révision de la loi sur l'asile (LAsi ; RS 142.31). Le projet de loi est actuellement examiné au Parlement par le Conseil des Etats. Le 23 novembre 2010, la Commission des institutions politiques du Conseil des Etats (CIP-E) a voté l'entrée en matière sur le projet. Elle a simultanément chargé le Département fédéral de justice et police (DFJP) de lui soumettre un rapport complémentaire sur des mesures susceptibles d'accélérer les procédures dans le domaine de l'asile.

La CIP-E approuve l'objectif principal de l'actuelle révision de la LAsi, qui est de simplifier et d'accélérer des procédures aujourd'hui compliquées et opaques. Elle estime cependant que les améliorations prévues ne résoudront pas le problème fondamental de la durée excessive des procédures. Elle considère aussi qu'une discussion plus approfondie doit être menée sur la question de la protection juridique des requérants d'asile. Dans ce contexte, la CIP-E a chargé le DFJP de présenter, dans un rapport, de nouvelles options visant en particulier à réduire considérablement la durée des procédures. Le rapport demandé a été débattu lors de la séance de la CIP-E du 9 mai 2011.

Le rapport du DFJP sur des mesures d'accélération dans le domaine de l'asile confirme la thèse selon laquelle le problème principal, dans le domaine de l'asile, tient à la durée excessive des procédures. Il présente plusieurs options visant une nette accélération des procédures. L'option 1 en constitue l'élément central. Elle préconise qu'à long terme, la grande majorité des procédures d'asile soient menées rapidement, dans des centres fédéraux et qu'elles comportent une protection juridique complète. Le rapport propose aussi des mesures à court terme (option 3). Celles-ci visent également une accélération des procédures en première instance et un renforcement de la protection juridique.

Lors de sa séance du 9 mai 2011, la CIP-E a estimé à l'unanimité qu'il fallait poursuivre l'option 1 tout en intégrant l'option 3 dans la révision de la LAsi en cours.

Par décision du 6 juin 2011, le Conseil fédéral a chargé le DFJP de lui soumettre, d'ici à la fin du mois de septembre 2011, un message complémentaire au message du 26 mai 2010 concernant la modification de la loi sur l'asile.

Une procédure d'audition relative au message complémentaire a été menée du 7 juillet 2011 au 4 août 2011. Dans l'ensemble, 37 prises de position ont été remises (19 cantons, trois partis politiques et d'autres acteurs intéressés comme p. ex. l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Tribunal administratif fédéral (TAF) et la Croix-Rouge suisse (CRS). Un particulier s'est également prononcé sur les propositions.

Teneur des modifications complémentaires de la LAsi proposées dans le cadre de la procédure d'audition

Il est question d'introduire une phase préparatoire qui précède la procédure d'asile proprement dite (art. 26 LAsi). Cette phase permettra de procéder, si possible, à toutes les clarifications préliminaires qui doivent être faites avant de pouvoir traiter une demande d'asile ; elle favorisera une exécution rapide de la procédure d'asile. Il est à noter que la demande de prise en charge ou de reprise en charge d'un requérant devra, en général, être adressée dès la phase préparatoire à l'Etat Dublin responsable.

Selon le présent projet, les requérants atteints dans leur santé pourront se faire examiner gratuitement, dans les centres d'enregistrement et de procédure (CEP), par des professionnels de la santé mandatés par la Confédération (art. 26a LAsi). Immédiatement après le dépôt de leur demande d'asile, ils seront tenus de faire valoir toute atteinte à leur santé dont ils ont connaissance et qui pourrait s'avérer déterminante pour la procédure d'asile et de renvoi. Les atteintes à la santé invoquées ultérieurement ne seront prises en compte dans la procédure d'asile et de renvoi que si le requérant peut apporter la preuve de leur existence.

Il est prévu de renforcer ponctuellement la protection juridique dans la procédure de recours. Lorsque le requérant est indigent et que son recours ne paraît pas d'emblée voué à l'échec, il devra pouvoir bénéficier d'une assistance judiciaire d'office (représentation juridique gratuite). Il y a donc lieu de renoncer à la condition de la nécessité d'une représentation juridique (art. 110a, al. 1, LAsi). De plus, outre les avocats, les personnes disposant d'un diplôme universitaire en droit et ayant des connaissances particulières du droit procédural et du droit d'asile pourront également être choisies pour assurer l'assistance judiciaire d'office (art. 110a, al. 2, LAsi). Par ailleurs, les pièces procédurales devront être transmises d'office au requérant lors de la notification d'une décision d'asile, si l'exécution du renvoi est aussi ordonnée dans cette décision (art. 17, al. 5, LAsi). Aujourd'hui, on ne procède ainsi qu'en cas de non-entrée en matière et de procédure à l'aéroport.

En vue de simplifier les procédures, le projet préconise que des conventions puissent être conclues entre le DFJP et le Tribunal administratif fédéral concernant la priorisation et les processus administratifs des procédures de première et de seconde instances (art. 109a LAsi).

1.2. Procédure d'évaluation des avis

Lorsque des participants à l'audition ont communiqué leur avis sans pour autant s'exprimer sur chaque proposition de modification, leur silence est interprété comme un assentiment. Les participants qui n'ont pris position que sur un ou deux points apparaissent quant à eux dans la rubrique « Aucune remarque » s'agissant des autres propositions. Les organismes invités à s'exprimer mais qui ont renoncé à le faire figurent sur la liste y afférente, présentée au ch. 2 (Liste des participants à la procédure d'audition) ci-après.

Les participants à la consultation n'ayant pas commenté certaines propositions qui souhaitent n'apparaître dans aucune des deux rubriques « Approbation » ou « Refus » sont répertoriés sous « Aucune remarque ».

1.3. Synthèse des résultats de la procédure d'audition concernant la modification de la loi sur l'asile (LAsi)

1.3.1. Remarques générales

La grande majorité des cantons approuve les efforts déployés par la Confédération pour accélérer et simplifier les procédures d'asile. Certains d'entre eux se demandent si les mesures proposées permettront de résoudre efficacement les problèmes rencontrés dans le domaine de l'asile (p. ex. GR, ZH). Par ailleurs, la mise en œuvre des propositions visant à accélérer les procédures d'asile ne doit pas être à la charge des cantons (p. ex. GE, LU, TG et en substance SH et SO). Certains cantons estiment que les mesures proposées dans le cadre de la mise en œuvre de l'option 1 à long terme (procédures d'asile rapides dans des centres fédéraux) sont judicieuses (p. ex. GR, SZ). Quelques cantons considèrent néanmoins que les propositions présentées ne permettront pas de résoudre les problèmes en matière d'exécution des renvois (FR, GE, SZ, SH, NE, SO). Le PLR - Les libéraux-radicaux (PLR) tout comme l'Union démocratique du centre (UDC) rejettent les propositions, jugeant qu'elles ne sont pas appropriées pour simplifier des processus complexes et raccourcir les procédures. L'UDC demande, entre autres, une restriction des possibilités de recours. Elle insiste sur le fait que la Suisse doit limiter ses ressources aux véritables réfugiés. Le PLR est d'avis que

l'accélération souhaitée peut être réalisée sans modification législative et renvoie à ses propres propositions. Le Parti écologiste suisse (PES) approuve certaines des mesures proposées, p. ex. l'introduction d'une phase préparatoire, mais se montre critique vis-à-vis des options présentées dans le rapport du DFJP, estimant que leur but est de refouler les requérants d'asile.

L'OSAR, le HCR, la Croix-Rouge suisse (CRS) et d'autres milieux intéressés approuvent en partie les propositions mais rejettent le principe de certaines mesures d'accélération qui, selon eux, restreignent les droits des personnes concernées.

1.3.2. Principales remarques concernant les propositions de modification

Une grande majorité des cantons approuve l'**introduction d'une phase préparatoire** (art. 26 LAsi). Le PES, l'OSAR et le HCR approuvent également le principe de cette proposition. Certains des partisans de cette disposition évoquent néanmoins des doutes quant à son efficacité (p.ex. BE, en substance également FR et OSAR). Certains participants à la procédure d'audition indiquent qu'il faut accorder une importance particulière aux besoins des personnes vulnérables durant cette phase (p. ex. PES, OSAR, CRS). D'autres souhaitent que les auditions dans le cadre de procédures Dublin soient menées dès la phase préparatoire (p. ex. BS, LU, VD).

Trois cantons (AG, TG et ZH) de même que le PLR et l'UDC rejettent cette proposition. Selon eux, les procédures peuvent d'ores et déjà être accélérées comme souhaité en adoptant des mesures organisationnelles. Certains participants font part de leurs doutes quant à la proposition de déléguer certaines tâches (p. ex. saisie de données signalétiques et première audition des personnes concernées) à des tiers (al. 2^{ter}) durant la phase préparatoire (p. ex. PLR, PES, OSAR, HCR). Plusieurs participants demandent également une réglementation plus souple pour ce qui est de la durée de la phase préparatoire (p. ex. PES, OSAR et HCR, cf. art. 26, al. 1^{bis}, LAsi, 3 semaines) pour pouvoir, par exemple, réagir de manière flexible à une augmentation du nombre de demandes d'asile (p. ex. FR, NE, PES, OSAR, HCR). Certains participants à l'audition proposent de ne plus effectuer qu'une seule audition. Ils suggèrent de renoncer au système actuel à deux niveaux, lequel prévoit une audition sur les données personnelles puis une audition sur les motifs d'asile et exige beaucoup de temps (p. ex. ZH, PES, OSAR, HCR).

Une majorité des cantons, les compagnies d'assurance Groupe Mutuel et Helsana ainsi que santésuisse approuvent en substance la proposition d'un **examen médical dans les CEP** (art. 26a LAsi). Certains participants mettent toutefois en doute son efficacité (p.ex. BS, FR, ZG). Groupe Mutuel, Helsana et santésuisse demandent que tous les examens et traitements médicaux liés à la clarification d'atteintes à la santé soient payés par la Confédération. Groupe Mutuel et Helsana proposent que la répartition entre les assureurs soit effectuée sur la base de leurs parts de marché dans chaque canton.

ZH, OW, le PLR et l'UDC rejettent la proposition, ne voyant pas en quoi elle permettrait d'accélérer les procédures. Aujourd'hui déjà, les requérants d'asile peuvent passer un examen médical gratuit en cas de moyens financiers insuffisants (ZH, PLR). Par ailleurs, il n'est pas certain que les médecins spécialistes nécessaires pour procéder aux examens et aux traitements soient disponibles, notamment en cas de problèmes psychiques. Les participants susmentionnés estiment que la proposition ne fera que retarder le déroulement des procédures d'asile.

Le PES, l'OSAR, le HCR et la FMH approuvent en substance la possibilité d'un examen médical précoce gratuit. Cependant, ils rejettent l'obligation de fournir des preuves en cas d'arguments médicaux invoqués ultérieurement (cf. al. 2) et exigent la mise en place dans les CEP d'une assistance médicale indépendante de la procédure. Ils rejettent l'idée d'établir une différence d'ordre juridique entre atteintes à la santé constatées par un professionnel de la santé désigné par l'ODM et atteintes à la santé constatées par un professionnel de la santé non désigné par l'ODM. Les arguments médicaux doivent encore pouvoir être invoqués lors de l'audition sur les motifs d'asile (cf. art. 26a, al. 2, LAsi). Enfin, l'assistance médicale doit être assurée par du personnel qualifié.

La majorité des cantons, l'OSAR et le HCR approuvent les propositions visant à **renoncer à l'exigence de la nécessité lors de l'octroi de l'assistance judiciaire gratuite et à habiliter également des juristes à fournir cette assistance** (art. 110a LAsi). Certains participants à la procédure d'audition ne sont cependant pas convaincus que cette proposition permettra réellement d'accélérer les procédures de recours (p. ex. FR, TG, SO). Ils craignent également qu'elle entraîne de lourdes conséquences financières (p. ex. FR). Plusieurs participants considèrent que la définition des personnes devant être admises pour fournir l'assistance judiciaire d'office (art. 110a, al. 2, LAsi) n'est pas assez précise (p. ex. FR, en substance TAF). Ils estiment qu'il faudrait pouvoir évaluer si les intéressés disposent des aptitudes nécessaires (p. ex. TAF).

Les cantons BE, GR, OW, SZ et ZH ainsi que le PLR et l'UDC rejettent cette proposition qui, selon eux, engendre des frais supplémentaires dans le domaine de l'assistance judiciaire et ralentira encore les procédures d'asile en multipliant le nombre de recours (en substance également le TAF). Le PLR estime notamment que la mesure privilégie inutilement les requérants d'asile durant la procédure de recours. En outre, le fait que les représentants légaux qui ne disposent pas du brevet d'avocat et ne sont donc astreints à aucune règle déontologique semble problématique (UDC, TAF).

Le TAF espère que l'amélioration des mémoires induira un allègement des procédures de recours. Il précise que les expériences réalisées avec l'assistance judiciaire d'office ont été positives également dans d'autres domaines du droit public. Toutefois, il manque dans le projet de loi une précision concernant le champ d'application. La formulation proposée implique en effet que la protection juridique s'applique à l'ensemble des procédures de recours (p. ex. aux procédures de réexamen et de révision).

La proposition de **remettre les pièces procédurales en même temps que la notification d'une décision d'asile négative** (art. 17, al. 5, LAsi) est approuvée par tous les cantons (à l'exception du canton JU), le PES, l'OSAR et le HCR. Le PES, l'OSAR et le HCR suggèrent que les pièces soient également remises avec la décision en cas d'admission provisoire.

Le PLR et l'UDC rejettent cette proposition, considérant qu'elle n'est pas indispensable car elle ne requiert aucune nouvelle base légale (PLR). Le canton JU craint que la modification de loi proposée ne fasse qu'accroître encore le nombre de recours. Il estime également que la modification ne se justifie pas car la Confédération propose déjà d'autres assouplissements concernant l'octroi de l'assistance judiciaire d'office dans le cadre de la procédure de recours.

Tous les cantons approuvent la proposition relative aux **conventions entre le DFJP et le TAF visant la simplification des processus administratifs** (art. 109a LAsi). Certains doutent néanmoins de l'applicabilité et de l'efficacité des conventions (p. ex. AG, FR, en substance SZ et ZG). Quelques participants à la procédure d'audition estiment que la modification n'est pas nécessaire car des concertations techniques de ce type sont aujourd'hui déjà possibles (p. ex. ZH).

Le PLR, le PES, l'UDC, l'OSAR, le HCR et le TAF rejettent la proposition, estimant qu'elle n'est nullement nécessaire. Certains participants (p. ex. PES, OSAR, HCR) évoquent également le risque que la disposition affecte l'indépendance des juges et le principe de la séparation des pouvoirs.

2. Liste des participants à la procédure d'audition

Cantons :

AG	Departement Volkswirtschaft und Inneres
BE	Polizei- und Militärdirektion des Kantons Bern
BS	Justiz- und Sicherheitsdepartement des Kantons Basel-Stadt
FR	Etat de Fribourg, Direction de la sécurité et de la justice
GE	Département de la sécurité, de la police et de l'environnement
GR	Departement für Justiz-, Sicherheit und Gesundheit Graubünden
JU	Gouvernement de la République et Canton du Jura
LU	Justiz- und Sicherheitsdepartement
NE	Département de l'économie
OW	Sicherheits- und Justizdepartement
SH	Kanton Schaffhausen, Departement des Innern
SO	Departement des Innern
SZ	Regierungsrat des Kantons Schwyz
TI	Il Consiglio di Stato
TG	Departement für Justiz und Sicherheit
VD	Département de l'intérieur
VS	Département de la sécurité, des affaires sociales et de l'intégration
ZH	Sicherheitsdirektion Kanton Zürich
ZG	Sicherheitsdirektion

Partis politiques :

FDP / PLR	FDP.Die Liberalen
GPS / PES	Grüne Partei der Schweiz
SVP / UDC	Schweizerische Volkspartei

Autres milieux intéressés :

BVGer / TAF	Schweizerisches Bundesverwaltungsgericht
CSP	Centre social protestant - Genève
DJS / JDS	Demokratische Juristinnen und Juristen der Schweiz mit Solidarité sans frontières
FER	Fédération des Entreprises Romandes
FMH	Verbindung der Schweizerischen Ärztinnen und Ärzte
Groupe Mutuel	Groupe Mutuel Assurances
Helsana	Helsana Versicherungen AG
SAJE	Service d'Aide Juridique aux Exilé-e-s
santésuisse	santésuisse, Die Schweizer Krankenversicherer
SAV / FSA	Schweizerischer Anwaltsverband
SFH / OSAR	Schweizerische Flüchtlingshilfe
SRK / CRS	Schweizerisches Rotes Kreuz
UNHCR / HCR	United Nations High Commissioner for Refugees
VSJF / USEJ	Verband Schweizerischer Jüdischer Fürsorgen

Ont renoncé à prendre position :

Kanton Appenzell Ausserrhoden, AR

Kanton Appenzell Innerrhoden, AI
Kanton Basel-Landschaft, BL
Kanton Glarus, GL
Kanton Nidwalden, NW
Kanton St. Gallen, SG
Kanton Uri, UR
Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und – direktoren, KKJPD¹
Konferenz der kantonalen SozialdirektorInnen, SODK
ORS Service AG, ORS
Vereinigung der Kantonalen Migrationsbehörden, VKM

¹ Die KKJPD hat auf eine konsolidierte Stellungnahme verzichtet und die Kantone dazu eingeladen, eine Stellungnahme einzureichen (siehe Stellungnahmen Kantone)

II Partie spéciale

1. Remplacement de l'expression « office fédéral » par « ODM »

I

La loi du 26 juin 1998² sur l'asile est modifiée comme suit:

Remplacement d'un terme

Dans toute la loi, le terme «office», lorsqu'il désigne l'Office fédéral des migrations, est remplacé par «ODM».

Approbation

Cantons :

AG, BE, BS, FR, GE, GR, JU, LU, NE, OW, SH, SO, SZ, TI, TG, VD, VS, ZH, ZG

Partis : GPS

Milieux intéressés : CSP, DJS, SAJE, SFH, SRK, UNHCR, VSJF

Refus

Cantons :

Partis : FDP

Milieux intéressés : FER

FER: N'estime pas nécessaire de remplacer le terme « office fédéral » par « ODM ». Le premier terme est certes plus générique, mais n'en est pas moins compréhensible pour le lecteur. Par ailleurs, il a l'avantage de résister à un éventuel changement de dénomination de l'Office fédéral des migrations, sans qu'il soit pour autant nécessaire d'adapter l'entier du texte.

FDP: Eine Beschleunigung des Asylverfahrens erfordert die Wahrnehmung der Führungs- und Handlungsverantwortung des EJPD und des BVGer und kein Einschreiten des Gesetzgebers. FDP weist auf ihren hierzu verfassten Massnahmenkatalog zur Beschleunigung der Asylverfahren, welcher am 5. Juli 2011 anlässlich einer Medienkonferenz vorgelegt worden ist.

Aucune remarque

BVGer³, FMH, Groupe Mutuel, Helsana, santésuisse, SAV, SVP,

² SR 142.31

³ Das Bundesverwaltungsgericht beschränkt sich in der Regel darauf, auf allfällige Probleme bei Gesetzes- und Verordnungsänderungen hinzuweisen, verzichtet aber auf eine inhaltliche Würdigung und Beurteilung der politischen Wünschbarkeit.

2. Art. 17, al. 5 : Dispositions de procédure particulières

Art. 17, al. 5 (nouveau)

5 Lors de la notification d'une décision rendue en vertu de l'art. 23, al. 1, de l'art. 31a ou de l'art. 111c, l'ODM fait parvenir les pièces procédurales au requérant ou à son mandataire si l'exécution du renvoi a été ordonnée.

Approbation

Cantons :

AG, BE, BS, FR, GE, GR, LU, NE, OW, SH, SO, SZ, TG, TI, VD, VS, ZG, ZH

Partis :

GPS (mit Vorbehalt),

Milieux intéressés :

FER, SFH (mit Vorbehalt), UNHCR (mit Vorbehalt)

FR: Est effectivement susceptible de simplifier le déroulement de la procédure (so auch **SZ** und **OW**). Par contre, il est peu probable qu'une telle mesure renforce, auprès des personnes concernées, l'acceptation des décisions en matière d'asile compte tenu des nombreuses procédures dilatoires observées à ce jour.

SFH, GPS, sinngemäss UNHCR: Auch in den Fällen, in denen eine vorläufige Aufnahme gemäss Art. 44 Abs. 2 AsylG angeordnet wurde, sollten die Akten mit dem Entscheid zugestellt werden. Formell ist die vorläufige Aufnahme bis heute lediglich eine Ersatzmassnahme für den Wegweisungsvollzug, die angeordnet wird, sofern die Person die Flüchtlingseigenschaft nicht erfüllt beziehungsweise kein Asyl erhält aber ein Wegweisungshindernis besteht.

VD: Concernant la forme, la disposition pourrait être simplifiée en mentionnant toutes les décisions de renvoi de Suisse dont l'exécution est ordonnée.

Refus

Cantons : JU

Partis :

FDP, SVP

Milieux intéressés :

JU: Au regard du nombre déjà élevé des décisions négatives assorties d'une décision de renvoi qui font l'objet d'un recours, une telle mesure de simplification administrative ne semble pas opportune. Elle pourrait se révéler contreproductive au regard de l'objectif visant à accélérer la procédure d'asile et accroître encore le nombre de recours. A noter que cette transmission d'office ne se justifie pas davantage au regard de la proposition d'introduction du nouvel article 110a qui prévoit un assouplissement d'octroi de l'assistance judiciaire.

FDP: Für die Zustellung der Verfahrensakten von Amtes wegen braucht es keine neue gesetzliche Grundlage. Soweit mit der vorgeschlagenen Bestimmung auch der Ausschluss des rechtlichen Gehörs während des laufenden Verfahrens bezweckt werden sollte, würde damit in die durch Art. 29 Abs. 2 BV garantierte Verfahrensgarantie eingegriffen.

Aucune remarque

BVGer, CSP, DJS, Groupe Mutuel, FMH, Helsana, SAJE, santésuisse, SAV, SRK

3. Art. 26, al. 1^{bis} (nouveau), al. 2, 2^{bis} et 2^{ter} (nouveaux): centres d'enregistrement

Art. 26, al. 1^{bis} (nouveau), al. 2, 2^{bis} et 2^{ter} (nouveaux)

^{1bis} Lorsqu'une demande d'asile est déposée, la phase préparatoire commence. Elle ne doit pas durer plus de trois semaines.

² Durant la phase préparatoire, l'autorité compétente recueille les données personnelles du requérant, relève en règle générale ses empreintes digitales puis le photographie. Elle peut aussi saisir d'autres données biométriques le concernant, établir une expertise visant à déterminer son âge (art. 17, al. 3^{bis}), vérifier les moyens de preuves, les documents de voyage ainsi que les papiers d'identité et prendre des mesures d'instruction concernant la provenance et l'identité du requérant. Elle peut interroger le requérant, par écrit ou par oral, sur son identité, sur l'itinéraire emprunté et, sommairement, sur les motifs qui l'ont poussé à quitter son pays.

^{2bis} La comparaison des données avec celles de l'unité centrale du système Eurodac (art. 102a^{bis}) et la demande de prise ou reprise en charge à l'Etat Dublin responsable sont en général effectuées durant la phase préparatoire.

^{2ter} L'ODM peut confier à des tiers des tâches destinées à assurer le fonctionnement des centres d'enregistrement et de procédure ainsi que d'autres tâches visées à l'al. 2. Ces tiers sont soumis à l'obligation de garder le secret au même titre que le personnel de la Confédération.

Approbation

Cantons :

BE (eher zustimmend), BS, FR, GE, GR, JU, LU, NE, OW, SH, SO, SZ, TI, VD, VS, ZG

Partis : GPS (nur Absätze 1^{bis}, 2, 2^{bis}),

Milieus intéressés : FER, FMH, SAJE und SRK; SFH, UNHCR, VSJF (nur Absätze 1^{bis}, 2, 2^{bis});

BE: Begrüsset grundsätzlich jegliche Anstrengungen, die zu einer Beschleunigung der Asylverfahren beitragen. Es bestehen jedoch Zweifel, ob die Gesetzesänderungen auch zu einer effektiven Beschleunigung der Dublin-Verfahren und zu noch mehr der effektiven Rücküberstellungen in Dublin-Staaten führen werden. BE zweifelt, ob 80% der Vollzüge von Wegweisungen nach Dublin-Verfahren ab EVZ und die damit verbundenen Einsparungen bei den Sozial- und Nothilfekosten erreicht werden können. Konkrete und geeignete Massnahmen zur Verbesserung des Vollzugs in der Zusammenarbeit mit den Mitgliedstaaten des Dubliner Abkommens werden in der Vorlage vermisst.

BS: Es ist wichtig, dass die Anhörung zu den Asylgründen so schnell als möglich durchgeführt wird. Diese darf keinesfalls durch eine Vorbereitungsphase nach hinten geschoben werden. Dies gilt auch für das Dublin-Verfahren, in welchen die Betroffenen nicht ohne vorgängige Anhörung zu den Asylgründen den Kantonen zugewiesen werden dürfen. Im Dublin-Verfahren sollten die Befragungen umgehend in den EVZ stattfinden (sinngemäss **LU:** Anhörungen im Rahmen von Dublin-Verfahren sollten bereits in der Vorbereitungsphase durchgeführt werden und **VD**).

GE: La notion de « tiers » (art. 26, al. 2^{ter}) mérite d'être précisée. En effet la première audition, en soi déterminante pour la suite de la procédure d'asile, doit demeurer de la compétence de l'ODM. De même, le traitement de données sensibles ne doit pas échapper à la sphère de compétence de l'ODM.

GPS, SFH, VSJF: Begrüssen die Einführung einer Vorbereitungsphase. Diese soll den Zweck verfolgen, Asylsuchende besser auf das kommende Verfahren vorzubereiten (so

auch **UNHCR**). In den Niederlanden findet während der Vorbereitungsphase auch der erste Kontakt mit den Rechtsvertretern statt. Diese Belange der Asylsuchenden werden in der Zusatzbotschaft nicht erwähnt (so auch **UNHCR**). Dieser Aspekt wird in der Zusatzbotschaft nicht erwähnt; im Vordergrund stehen vor allem die vorbereitenden Verfahrensschritte der Behörden.

Die Vorbereitungsphase sollte mindestens drei Wochen dauern (so auch **UNHCR**: Leider ist eine Verlängerung der Vorbereitungsphase aus Gründen, die bei den Betroffenen liegen, nicht vorgesehen, sinngemäss auch **FMH**: fordert im Regelfall vier Wochen). Diese Zeit sollte genutzt werden, um die Asylsuchenden über das Verfahren zu orientieren, zum Beispiel im Rahmen von Informationsveranstaltungen über das Asylverfahren in den EVZ.

Es ist fraglich, ob das BFM das Verfahren bei gleichem Stellenetat beschleunigen kann, wenn schon heute die Verfahren eher schleppend beginnen. Effizient wäre es, die heutige Befragung zur Person direkt mit der Anhörung im Beisein einer Hilfswerksvertretung zusammenzulegen und diesem Termin eine entsprechend realistische Vorbereitungszeit vorausgehen zu lassen (sinngemäss auch **UNHCR**).

Bei den Herkunftslanderabklärungen sind Kontakte mit den Behörden des Verfolgerstaates nicht zulässig; die entsprechenden Abklärungen dürfen nicht zu einer Gefährdung der Person oder ihrer Angehörigen führen (so auch **UNHCR**: bei der Vorbereitungsphase und der Datenerhebung muss der Datenschutz gewährleistet sein).

Der Aufenthalt von unbegleiteten Minderjährigen im EVZ sollte möglichst auf eine kurze Zeit beschränkt werden. Falls dies nicht möglich ist, sollte bereits in der Vorbereitungsphase eine vormundschaftliche Massnahme ergriffen werden, es sollte ein erstes Treffen zwischen dem Kind und Vormund/Beistand/Vertrauensperson stattfinden. Dies wäre auf Verordnungsstufe zu regeln.

FER: Estime que cette nouvelle phase préparatoire doit être la plus courte possible, tout en garantissant la qualité de l'enquête.

FR: Salue l'introduction d'une phase préparatoire mais doute de sa réelle efficacité. Cette démarche a au moins le mérite d'imposer que certaines investigations soient immédiatement menées par la Confédération. Par ailleurs, il est également très important, dans le cadre des accords d'association à Dublin, que les demandes de prise en charge ou de reprise en charge auprès de l'Etat Dublin compétent soient immédiatement introduites afin de faciliter la poursuite de la procédure. Cela étant, nous restons sceptiques s'agissant de la durée maximale prévue pour cette phase préparatoire. Sera-t-elle suffisante en cas d'afflux massif de requérants d'asile? La Confédération dispose-t-elle des ressources suffisantes pour assurer dans ce délai les nombreuses investigations prévues (même des ressources personnelles en suffisance ne permettraient pas à notre avis de traiter toutes les demandes Dublin dans des délais aussi brefs)? Par contre, la possibilité de confier certaines tâches à des tiers devrait effectivement permettre à la Confédération de disposer d'une certaine flexibilité lors de grandes variations dans les flux d'arrivées de requérants d'asile.

JU: La durée maximale de trois semaines proposée est relativement courte au regard des tâches à accomplir selon l'alinéa 2^{bis}, s'agissant de l'exécution des procédures Dublin, laisse augurer des difficultés au niveau du respect des délais.

NE: Salue l'introduction d'une phase préparatoire, ne voit cependant pas en quoi ni pourquoi à court terme cette phase préparatoire devrait être moins étendue qu'à plus long terme. Les procédures doivent permettre un examen tenant compte des spécificités de chaque cas. En outre, la rapidité des procédures n'est pas synonyme de garantie que les renvois prononcés pourront être exécutés en pratique. En ce qui concerne l'art. 26, al. 2^{bis}, LAsi le canton souligne et espère que cette proposition soit concrétisée dans l'avenir.

OW: Mit der Möglichkeit Dritte, die ebenfalls der gleichen Verschwiegenheitspflicht wie das Bundespersonal unterstehen, mit Aufgaben zu betrauen, sollte die Frist auch bei grösseren Einreisezahlen eingehalten werden können.

SAJE: Souhaite en ce qui concerne la procédure Dublin, qu'à côté des mesures d'accélération envisagées, le projet prévoie également l'obligation pour l'ODM d'instruire complètement et de façon individuelle sur les conditions de séjours dans le pays de transit et s'assure d'une prise en charge adéquate pour toutes les personnes vulnérables. Souhaite en

plus que le projet prévoie l'introduction d'exceptions légales à l'automaticité des renvois pour les personnes dont le renvoi les exposerait à une détresse particulièrement grave.

SH: Die vorgeschlagene Änderung wird sehr begrüsst, insbesondere in Bezug auf das Dublin-Verfahren. Daneben sollte auch der Vollzug der regulären Fälle mit einem ablehnenden Entscheid von Seiten Bund intensiviert werden und so die Vollzugs- und Verfahrensdauer im Generellen verkürzt werden.

SO: Stellt fest, dass sich die Formulierung des Gesetzesartikels sowie der Titel des Berichtes (Punkt 1.2.1, S. 8) widersprechen. Im Gesetzesartikel 26 Abs. 1bis (neu) heisst es „Nach Einreichung des Asylgesuches beginnt die Vorbereitungsphase“, der Titel im Bericht (S. 8) hingegen lautet „Einführung einer Vorbereitungsphase vor Beginn des Asylverfahrens“. Damit stellt sich die Frage, ob die vorgeschlagene Vorbereitungsphase nicht zum Asylverfahren gehört. Begrüsst, dass sämtliche Abklärungen innerhalb von drei Wochen abgeschlossen sind. Die Gesetzesanpassung ist jedoch nicht notwendig, um optimierte Ablauf- und Informationsbeschaffungswege im ganzen Asylverfahren zu erhalten. Alle notwendigen Informationen sollten in den ersten drei Wochen bereits gestellt werden. Nur in Ausnahmefällen darf davon abgewichen werden. Vorschlag: neuer Wortlaut zum Art. 26: „Nach Einreichung des Asylgesuches sind alle Abklärungen gemäss Abs. 2 innerhalb von drei Wochen abgeschlossen.“.

In den zukünftigen Standortkantonen der Bundeszentren müssen zusätzliche Haftplätze bereitgestellt werden, um das Dublinverfahren tatsächlich in den Bundeszentren abwickeln zu können. Für die Bereitstellung zusätzlicher Kapazitäten wird eine Abgeltung des Bundes erwartet.

SZ: Es ist jedoch wichtig, dass die Asylverfahren in der Mehrzahl der Fälle innert kurzer Zeit vor Ort in Bundeszentren abgeschlossen werden. Die für das Jahr 2012 in Aussicht gestellt Vernehmlassungsvorlage muss hier weitergehende Schritte aufzeigen.

SRK: begrüsst die Einführung einer Vorbereitungszeit, wenn dadurch die Qualität der Befragung der Fluchtgründe sowie des Entscheids erhöht wird. Es ist wichtig, dass in dieser Phase bereits speziell und professionell auf die Bedürfnisse von Minderjährigen, Frauen und vulnerablen Personen eingegangen wird.

UNHCR: Wenn zwei voneinander getrennte Befragungen stattfinden (Befragung zur Person und Anhörung zu den Asylgründen) ist der Unterschied für die Betroffenen kaum nachvollziehbar. In den Niederlanden sind das Asylverfahren (inklusive Befragung) und die Vorbereitungsphase klar voneinander getrennt.

Der Vorschlag, wonach eine Dublin-Anfrage in der Regel in der Vorbereitungsphase erfolgen soll, wird ausdrücklich begrüsst. Dies kann das Dublin-Verfahren erheblich beschleunigen und entspricht den Zielen des Dublin-Systems. Die Betroffenen müssen die Möglichkeit erhalten, sich z.B. im Rahmen der summarischen Befragung umfassend zu möglichen Überstellungshindernissen zu äussern.

VD: Il serait pertinent de préciser que la phase préparatoire se déroule entièrement dans le CEP de la Confédération et, qu'en cas de renvoi dans le cadre d'une procédure de Dublin, la personne reste en principe au CEP jusqu'au départ de Suisse. Le droit d'être entendu concernant un renvoi dans le cadre des accords de Dublin doit également être assuré pendant la phase préparatoire, afin de permettre de rendre la décision immédiatement après obtention de la réponse de l'Etat concerné.

VSJF: Die besondere Situation der Traumatisierten ist in der Vorbereitungsphase zu berücksichtigen.

Refus

Cantons :

AG (eher ablehnend), TG (eher ablehnend), ZH

Partis : FDP, GPS (eher ablehnend: nur Absatz 2^{ter}), SVP

Milieux intéressés : CSP, DJS; SFH, UNHCR, VSJF (nur Absatz 2^{ter})

AG, sinngemäss FDP und CSP: Die vorgeschlagenen Änderungen können bereits heute ohne Gesetzesrevision in der Asylverordnung 1 über Verfahrensfragen umgesetzt werden. Dies hätte den Vorteil, dass dies umgehend geschehen könnte.

CSP: Des exceptions aux délais de traitement des dossiers doivent être explicitement prévues pour permettre aux demandeurs de documenter les faits qu'ils allèguent. Une instruction bâclée des demandes d'asile ne fera que prolonger les procédures. Seule une procédure menée par du personnel compétent et dans des délais raisonnables pourra garantir une meilleure qualité des décisions et permettre une réduction du nombre de recours auprès du TAF.

DJS: Bezweifelt, dass die gesetzliche Fixierung eines neuen Verfahrensabschnitts geeignet sein kann, das gesteckte Ziel der Verfahrensbeschleunigung zu erreichen.

FDP: Neu soll einzig mit dem vorgeschlagenen Absatz 2^{ter} die Rechtsgrundlage dafür geschaffen werden, dass Aufgaben an Dritte ausgelagert werden können. Das BFM wurde erst vor kurzem im Rahmen einer aufwändigen und kostenintensiven Reorganisation in eine prozessorientierte Organisation umstrukturiert. Die vorgeschlagene Änderung überrascht. Die erkenntnisdienliche Erfassung und Erstbefragung von Asylsuchenden stellt zudem eine hoheitliche Aufgabe in einem sensiblen Bereich dar, was grundsätzlich für eine Aufgabenerledigung im Rahmen der vorgegebenen Führungs- und Aufsichtsstrukturen spricht (sinngemäss auch **CSP, GPS, SFH, VSJF**; sinngemäss auch **UNHCR**: Der Vorschlag wird nur insoweit begrüsst, als das Aufgaben, die zur Sicherstellung des Betriebs der EVZ nötig sind, an Dritte delegiert werden. Ausdrücklich abgelehnt wird die Delegation von Aufgaben an Dritte, die über rein administrative Abläufe hinausgehen, wie Abklärungen zu einem Asylgesuch oder Befragungen, die über die reguläre Registrierung hinausgehen).

TG: Gemäss Dublin-Abkommen hat ein angefragter Dublin-Staat zwei Monate Zeit, um eine Antwort zu geben, ob einer Rückübernahme zugestimmt wird oder nicht. Erfolgt während den zwei Monaten keine Antwort, wird von einer stillschweigenden Zustimmung ausgegangen. Dublin-Staaten wie z.B. Italien nutzen die zur Verfügung stehende Antwortfrist von zwei Monaten. Eine Verkürzung der Verfahrensdauer für Dublin-Fälle dürfte daher nicht realisierbar sein, auch wenn die Anfragen des BFM zu Beginn der Vorbereitungsphase erfolgen.

UNHCR: begrüsst die Klarstellung im erläuternden Bericht, dass die staatliche Kernaufgabe der Anhörung zu den Asylgründen und der Prüfung von Asylgesuchen nicht an Dritte übertragen werden soll, schlägt jedoch vor, den Halbsatz "sowie für weitere Aufgaben nach Absatz 2" in Artikel 26 Absatz 2^{ter} AsylG zu streichen.

ZH: Es ist unklar, was mit der neuen Bestimmung tatsächlich verbessert wird. Die Vorbereitungsmaßnahmen können bereits aufgrund des bestehenden Rechts betrieblich angeordnet werden. Die zeitraubende zweistufige Befragung bzw. Anhörung wird weitergeführt, statt abgeschafft zu werden. In den meisten Fällen könnte die Befragung zum Reiseweg (Art. 26 AsylG) und die Anhörung zu den Asylgründen (Art. 29 AsylG) zusammengelegt werden, was zu einer wesentlichen Beschleunigung des Verfahrens beitragen könnte.

Aucune remarque

Groupe Mutuel, Helsana, santésuisse, SAV

Autres remarques

BVGer: Bezweifelt dass eine „schriftliche Befragung“ zur Identität, zum Reiseweg und zu den Ausreisegründen zweckmässig ist. Im Übrigen gehören zu den in der summarischen Befragung zur erhebenden Angaben auch die Erhebung allfälliger Einwände gegen eine Dublin-Überstellung bzw. der allenfalls für einen Selbsteintritt in Dublin-Verfahren relevanten Faktoren, namentlich das Bestehen von familiären Beziehungen in den betroffenen „Dublin-Staaten“ und die Gesundheit des Asylsuchenden.

4. Art. 26a (nouveau) : examen médical

Art. 26a (nouveau) Examen médical

¹ Immédiatement après le dépôt de leur demande d'asile, les requérants sont tenus de faire valoir toute atteinte à leur santé dont ils ont connaissance à ce moment-là et qui pourrait s'avérer déterminante pour la procédure d'asile et de renvoi. L'ODM désigne le professionnel de la santé qui sera responsable de l'examen médical. L'art. 82a s'applique par analogie. L'ODM peut confier à des tiers les tâches médicales nécessaires.

² Les atteintes à la santé invoquées ultérieurement ou constatées par un autre professionnel de la santé peuvent être prises en compte dans la procédure d'asile et de renvoi si elles sont prouvées. L'ODM peut faire appel à un médecin de confiance.

Approbation

Cantons :

AG, BE, BS, FR, GE, GR, JU, LU, NE, SH, SO, SZ, TG, TI, VD, VS, ZG (im Grundsatz zustimmend)

Partis :

Milieus intéressés :

FER, Groupe Mutuel, Helsana, santésuisse; UNHCR (nur Absatz 1)

AG, sinngemäss ZG: Verlangt zusätzlich die gleichzeitige Wiedereinführung der grenzsanitären Untersuchung für Asylsuchende, da diese teilweise hochansteckende Krankheiten haben, in die Kantone verteilt, und erst dort die Krankheiten diagnostiziert werden. In der Zwischenzeit besteht für die Öffentlichkeit, aber auch das Betreuungspersonal, das Risiko, sich mit potenziell gefährlichen Krankheiten anzustecken.

BS, sinngemäss FR: Ist ein Schritt in die richtige Richtung. In der Praxis spielen vor allem auch später vorgebrachte gesundheitliche Beeinträchtigungen, welche angeblich dem Wegweisungsvollzug entgegenstehen, eine Rolle. Die vorgeschlagene Änderung bringt nicht allzuviel, zumal der Nachweis der Reiseunfähigkeit von einem Arzt attestiert werden kann. Dies ist zu bedenken.

FER: Est d'avis que le délai de trois semaines est trop long et plaide pour un délai d'annonce de 2 semaines au plus. Quant au recours au médecin de confiance, FER préfère la notion de médecin conseil.

FR: Nous observons effectivement en pratique qu'une grande majorité des requérants d'asile déboutés pour lesquels s'ouvre une perspective de renvoi tentent de faire obstacle au dernier moment à la mise en œuvre concrète de leur départ (ou en tout cas de la retarder) en produisant un certificat médical (même si des affections physiques sont parfois observées, ces personnes se prévalent à ce stade surtout d'affections psychiques attestées par des certificats médicaux émanant de professionnels de la santé dont la probité déontologique peut nous laisser songeurs). La disposition est toutefois susceptible de rendre la place helvétique encore plus attrayante pour les personnes tentées de se faire soigner à moindre coût.

Groupe Mutuel, Helsana, santésuisse: Schlagen vor, im Einklang mit den Erläuterungen im Bericht über die Zusatzbotschaft, in Artikel 26a Absatz 1 E-AsylG die folgende Ergänzung vorzunehmen: „Sämtliche mit der Abklärung von gesundheitlichen Beeinträchtigungen einhergehenden medizinischen Untersuchungen und Behandlungen gehen zu Lasten des Bundes.“ Zudem schlagen **Groupe Mutuel und Helsana** vor, Artikel 82a Absatz 2 AsylG zu ergänzen mit: „Die Zuteilung auf die Versicherer hat dabei im Verhältnis des jeweiligen Marktanteils der Versicherer innerhalb des Kantons zu erfolgen.“

NE, sinngemäss JU: Est favorable à la solution visant à offrir aux requérants d'asile l'accès à une consultation juridique et à des examens médicaux. Ces moyens paraissent de nature

à non seulement écourter certaines procédures, mais aussi à diminuer les demandes de réexamen basées sur des motifs médicaux [...].

SH: Erachtet es als wichtig, dass in der Praxis den konkreten Umständen im Einzelfall auch tatsächlich Rechnung getragen wird, zum Beispiel dann, wenn es einer betroffenen Person aus entschuldbaren Gründen nicht möglich war, ihre medizinischen Vorbringen bereits in der Anfangsphase des Verfahrens geltend zu machen. Es ist durch den Bund sicherzustellen, dass auch traumatisierte Asylsuchende, welche umständehalber nicht in der Lage sind, die zu ihrem Trauma führende Vorgeschichte gleich zu Beginn des Asylverfahrens anzuführen, eine faire Chance erhalten, dies auch nachträglich und ohne relevante Nachteile für sie vorbringen zu können.

TG: begrüsst den Vorschlag, bedenkt jedoch, dass es nicht auszuschliessen ist, dass sich das neue Angebot konträr zu den Zielen der Revision entwickeln könnte und noch mehr vorläufige Aufnahmen aus medizinischen Gründen angeordnet werden.

UNHCR: begrüsst die eingeführte Möglichkeit einer frühzeitigen und kostenlosen medizinischen Untersuchung. Dies ist insbesondere für Personen mit medizinischem Schutzbedarf von grosser Bedeutung, dass die notwendige Behandlung dadurch schnell beginnen kann.

VD: Conseille de séparer les dispositions relatives à la procédure et la prise en compte d'éléments d'ordre médical des dispositions relatives à l'examen médical. Il propose de faire deux articles distincts : l'un sur l'examen médical - précisant que les requérants sont informés de leur devoir de faire valoir immédiatement après le dépôt de la demande, toute atteinte à leur santé -, l'autre sur la prise en compte des éléments médicaux dans le cadre de la procédure d'asile. En effet, en raison du secret médical, le résultat de l'examen ne peut pas être pris en compte dans le cadre de la procédure (à moins que l'intéressé le communique).

ZG: Bezweifelt aber, ob der Vorschlag geeignet ist, medizinische begründete Wiedererwägungsgesuche einzuschränken. Sieht keine wesentliche Verbesserung im Vergleich zur heutigen Ausgangslage.

Refus

Cantons :

ZH (eher ablehnend), OW

Partis :

FDP, GPS, SVP

Milieux intéressés :

CSP, DJS, FMH, SAJE, SFH, SRK; UNHCR (nur Absatz 2)

CSP: Lorsque les requérants d'asile n'auront pu invoquer leurs problèmes de santé en procédure ordinaire, faute d'une détection dans les premières étapes de la procédure, ils devront le faire au travers d'une procédure extraordinaire, ce qui aura pour effet de prolonger la procédure et non de la raccourcir. Il n'est pas précisé quelles investigations médicales sont prévues, comment le secret médical sera garanti, ni les soins auxquels les requérants auront accès.

GPS, SFH, VSJF: Die Einrichtung einer medizinischen Unterstützung zu Beginn des Verfahrens wird grundsätzlich begrüsst (so auch **CSP, FMH**). Das vorgeschlagene Konzept erweckt jedoch stark den Eindruck, dass die medizinische Untersuchung in erster Linie den Bedürfnissen der Behörde entsprechen soll und die Bedürfnisse der Betroffenen zweitrangig sind (sinngemäss auch **SRK**). Die Regelung verstösst daher gegen das grundlegende Recht auf Gesundheitsversorgung, wie es in der Bundesverfassung und internationalen Abkommen festgelegt ist. Es muss eine verfahrensunabhängige gesundheitliche Grundversorgung in den EVZ geschaffen werden, die angebotene Betreuung muss unabhängig sein (so auch **CSP, DJS, FMH, SAJE, SRK**) und dies muss für die Betroffenen klar erkennbar sein, z.B. durch eine räumliche Trennung ausserhalb den EVZ. Die Betreuung muss zudem von ausgewiesenem Fachpersonal wahrgenommen werden. Durch eine medizinische Betreuung,

welche als verlängerter Arm der Behörden angeboten wird, werden die Betroffenen davon abgehalten, notwendige medizinische Hilfe in Anspruch zu nehmen.

Schlagen vor, dass medizinische Vorbringen, die verzögert geltend gemacht werden, nur glaubhaft und nicht nachgewiesen werden müssen (so auch **FMH**). Gerade psychische Folgen der Fluchterfahrung zeigen sich häufig erst nach einer Anlaufphase in Sicherheit (sinngemäss **CSP, DJS, FMH, SAJE, SRK**, so auch **UNHCR**: Verschiedene Umstände wie erlittene Traumata, kulturelle Tabus, Angst vor Behörden etc. können das unverzügliche Vorbringen aller relevanten Gründe verzögern. Dies sollte berücksichtigt und spätere Vorbringen akzeptiert werden). Es ist nicht einsichtig, weshalb an der eigentlichen Asylanhörung geäusserte medizinische Vorbringen als verspätet eingestuft werden sollen. Zudem bestehe kein Raum für eine Kann-Bestimmung; die Asylbehörden verfügen über kein Ermessen und müssen den Sachverhalt genügend abklären, um die Einhaltung des Non-Refoulement-Gebotes zu gewährleisten.

Arztberichte zuhanden der Asylbehörden werden von den Krankenkassen nicht bezahlt. Mit dem neuen Beweismassstab müssten die Betroffenen selber Arztberichte in Auftrag geben; ein Zeugnis würde für den Nachweis nicht ausreichen. Aufgrund der Mittellosigkeit der Betroffenen sind diese aber hierzu nicht in der Lage; der Nachweis wäre somit verunmöglicht (sinngemäss **DJS, SRK**: Der Bund muss die Kosten notwendiger ärztlicher Zeugnisse übernehmen). Damit dieser erbracht werden kann, müssten Arztberichte von Amtes wegen in Auftrag gegeben werden, was mit erheblichen Kosten verbunden ist.

Der Vorschlag, die IV-Stelle mit der Untersuchung der Betroffenen oder der Überprüfung ärztlicher Atteste zu betrauen, wird entschieden abgelehnt (so auch **FMH**, sinngemäss: **DJS**). Die Abklärung ist zwingend durch fachlich qualifiziertes Personal vorzunehmen, das Erfahrung mit traumatisierten Personen aufweist, z.B. universitäre Einrichtungen. Dasselbe muss gelten, wenn medizinische Vorbringen im EVZ geltend gemacht werden; allfälliges "Krankenpersonal" ist hierzu nicht befähigt (sinngemäss: **CSP, DJS, FMH, SRK**).

Eine rechtliche Unterscheidung, wenn medizinische Vorbringen von einer anderen Fachperson festgestellt werden, welche genau so zur Ausübung medizinischer Tätigkeit zugelassen ist, entbehrt jeglicher Grundlage und ist abzulehnen (sinngemäss auch: **UNHCR**).

DJS: Bei den medizinischen Untersuchungen braucht es zwingend die Präsenz vertrauenswürdiger ÜbersetzerInnen. Eine Umkehr der bisher geltenden Beweislast könnte völkerrechtswidrig sein (Verletzung von Artikel 3 und 6 EMRK und Artikel 3 der UN-Antifolter-Konvention). Dass später eingereichte, nicht von BFM-beauftragten MedizinerInnen stammende Arztberichte oder –zeugnisse höheren Beweisanforderungen genügen sollen, verletzt den Grundsatz der freien Beweiswürdigung (gemäss Art. 19 VwVG i.V.m. Art. 40 BZP).

SAJE: Le nouvel article n'apporte rien de plus à l'obligation déjà existante (art. 8 LAsi) de faire valoir ses moyens. Par ailleurs, il faut savoir que les motifs médicaux sont toujours prouvés par un rapport médical, de sorte qu'on ne voit pas du tout ce que peut signifier l'art. 26a, al. 2, LAsi. Seuls les médecins sont habilités à documenter les troubles de la santé de leurs patients (sinngemäss: **SRK**). La phase préparatoire prévue au Centre semble largement insuffisante et inadéquate pour établir les motifs médicaux pertinents de toute une catégorie de requérants d'asile. L'art. 26a LAsi semble introduire, de manière déguisée, un nouveau motif formel de non entrée en matière sur une demande de réexamen de la décision de renvoi de Suisse.

SVP: Es ist unklar, inwiefern mit dieser Bestimmung eine Beschleunigung des Asylverfahrens erreicht werden kann (sinngemäss auch **OW, ZH, FDP**). Welche gesundheitlichen Beeinträchtigungen „massgeblich“ im Sinne von Art. 26a Abs. 1 AsylG sein sollen, wird ebenso zu weiteren Verfahren führen, wie die „Nachweise“ für später geltend gemachte Beeinträchtigungen nach Art. 26a Abs. 2 AsylG.

UNHCR: Anerkennt, dass sich bei späterem Vorbringen Probleme mit der Glaubwürdigkeit stellen können. Schlägt aber vor, Artikel 26a Absatz 2 AsylG zu streichen. Eventualiter soll eine Ausnahmebestimmung für z.B. verletzliche Personen, Folteropfer oder Opfer geschlechtsspezifischer Verfolgung geschaffen werden. Es ist unklar, weshalb an das Vorbringen einer gesundheitlichen Beeinträchtigung höhere Beweisanforderungen als an Art. 7 AsylG gestellt werden sollen. Die Beweislast sollte flexibel und liberal unter Ausnutzung

sämtlicher Möglichkeiten der Tatsachenfeststellung und der Erhebung unterstützender Beweise angewendet werden.

OW, FDP: Es ist davon auszugehen, dass sich eine Vielzahl der gesuchstellenden Personen bei Beginn des Asylverfahrens in einer psychischen Belastungssituation befinden. An den Standorten der Bundeszentren würde die zur Abklärung und anschliessenden Behandlung solcher Leiden erforderliche Anzahl an Fachärzten kaum zur Verfügung stehen. In Verbindung mit dem Ausbau des Rechtsschutzes ist die vorgeschlagene Lösung eine Einladung an Asylsuchende, alle möglichen gesundheitlichen Probleme anzumelden und damit das Asylverfahren zu verzögern. Das Schweizer Asylverfahren wird so zu einem automatischen Gesundheits-Check-Up für Asylsuchende, was die Kostenexplosion im Asyl- und Gesundheitswesen weiter anheizt.

ZH, FDP: Bereits heute können sich Asylsuchende bei fehlenden finanziellen Mitteln kostenlos auf gesundheitliche Beeinträchtigungen untersuchen lassen.

Aucune remarque

SAV

Autres remarques

BVGer: Mit der Postulierung der Pflicht der Asylsuchenden, gesundheitliche Beeinträchtigungen „unmittelbar nach Einreichung des Asylgesuchs“ geltend zu machen, wird nicht bestimmt, in welchem Rahmen sie dies zu tun haben. Klarer und in Übereinstimmung mit dem Marginale wäre die Formulierung: „...*anlässlich der unmittelbar nach Einreichung des Asylgesuchs stattfindenden medizinischen Untersuchung* geltend machen.“

5. Art. 109a (nouveau) : conventions

Art. 109a (nouveau) Conventions

Des conventions peuvent être conclues entre le département et le Tribunal administratif fédéral concernant la priorisation et les processus administratifs des procédures de première et de seconde instances.

Approbation

Cantons :

AG (eher zustimmend), BE, FR (eher zustimmend), GE, GR, JU, LU, NE, OW, SH, SO, SZ (im Grundsatz zustimmend), TG, TI, VD, VS, ZG, ZH (eher zustimmend)

Partis :

Milieus intéressés :

FER

AG: Es ist fraglich, ob die vorgeschlagene "Kann-Formulierung" der neuen Regelung eine Absprache zwischen dem EJPD und dem BVGer bewirken und somit eine effektive Änderung bezüglich der Bearbeitungszeit bringen wird. Bis anhin weigerte sich das BVGer, unter Verweis auf seine Unabhängigkeit, mit dem BFM entsprechende Absprachen zu treffen. Eine für das EJPD und BVGer bindendere Regelung würde bevorzugt.

FR: La durée excessivement longue de certaines procédures (en particulier celles pendantes auprès de l'autorité de recours, soit le TAF) est susceptible d'induire des difficultés importantes d'ordre humanitaire lorsque plusieurs années se sont écoulées entre le dépôt d'une demande d'asile et la décision finale. Aussi, la signature de conventions - touchant uniquement des questions administratives - est effectivement de nature à sensibiliser cette autorité judiciaire de recours à ce phénomène. Par contre, dans la mesure où l'indépendance des juges prévue par la Constitution reste pleinement garantie (art. 191 c Cst), l'on peut douter de son efficacité à défaut de délais effectivement contraignants.

OW: Dieser Vorschlag ist sehr zu begrüßen. Es handelt sich um eine "Kann-Formulierung" von der im Rahmen der verfassungsmässigen Möglichkeiten unbedingt Gebrauch zu machen ist (sinngemäss auch **SH**).

SZ: Wie dem „Bericht über Beschleunigungsmassnahmen im Asylbereich“ des EJPD zu entnehmen ist, dauern insbesondere die Beschwerdeverfahren vor Bundesverwaltungsgericht mit durchschnittlich 524 Tagen sehr lange. Eine nachhaltige Verkürzung dieser Verfahrensdauer ist aus unserer Sicht nur möglich, wenn auch die Beschwerdeverfahren vor Ort in den Bundesverfahrenszentren stattfinden. Ebenso müssen genügend Ersatzrichter bereitgestellt werden. Rein administrative Absprachen, wie sie Handlungsoption 3 vorsieht, reichen daher unseres Erachtens nicht aus.

TG, sinngemäss LU: Vereinfachungen über die Verfahrensabläufe können die Verfahren sicher wirksam optimieren. Da die Absprachen auf administrative Fragen beschränkt sind, wird auch die richterliche Unabhängigkeit nicht tangiert.

VD: Le canton de Vaud souligne qu'en cas d'afflux, la Confédération doit immédiatement adapter ses ressources de manière à pouvoir traiter l'ensemble des cas dans des délais courts, tout en maintenant la qualité. Ce n'est qu'en cas d'afflux massif et inattendu que des priorités doivent être arrêtées.

ZG: Sowohl für das Verfahren vor dem BFM, als auch vor dem BVGer sind verbindliche Behandlungsfristen vorzusehen. Dies setzt voraus, dass bei beiden Instanzen genügend Personalressourcen vorhanden sind (sinngemäss auch **SZ**).

ZH: Offen bleibt die Durchsetzbarkeit der mit dem Bundesverwaltungsgericht abzuschliessenden Vereinbarungen über die Priorisierung und die administrativen Abläufe. Zudem stellt sich die Frage, ob solche technische Absprachen nicht bereits heute möglich wären.

Refus

Cantons :

Partis :

FDP, GPS, SVP

Milieux intéressés :

CSP, DJS, SFH, SRK (eher ablehnend), UNHCR

FDP: Das geltende Recht sieht sowohl für das BFM als auch für das BVGer hinsichtlich bestimmter Verfahrenskategorien im Sinne einer Prioritätensetzung Behandlungsfristen vor (Art. 37 und 109 AsylG). Es versteht sich von selbst, dass die Leitung des BFM und des BVGer den jeweiligen gesetzlichen Auftrag im Rahmen einer Würdigung der gesamten Umstände zu erfüllen haben. Dafür ist ein regelmässiger Informationsaustausch unabdingbar. Einer gesetzlichen Grundlage zum Abschluss förmlicher Vereinbarungen bedarf es hierzu jedoch nicht.

SFH, GPS sinngemäss CSP, DJS: Durch die vorgeschlagene Gesetzesänderung könnten die richterliche Unabhängigkeit sowie das Gewaltenteilungsprinzip sehr wohl tangiert werden. Die zweite Instanz hat eine wichtige Kontrollfunktion inne, daher ist es äusserst wesentlich, dass sie weisungsungebunden handelt. Ansonsten würde die Akzeptanz der richterlichen Entscheide negativ beeinträchtigt und das Gericht könnte seine ihm von der Verfassung zugedachte Wächterfunktion nicht wahrnehmen.

SRK: Es erscheint fraglich, ob derartige Vereinbarungen mit der Unabhängigkeit des Bundesverwaltungsgerichtes vereinbar sind. Zudem besteht das Risiko, dass Beschwerden ungleich behandelt und nicht nach Eingangsdatum bearbeitet werden, was einem professionellen Verfahren schaden würde.

UNHCR: Die Bestimmung ist sehr offen formuliert ist, da der Wortlaut nicht klar benennt, welche Absprachen getroffen werden können. Bei Absprachen zwischen Exekutive und Judikative muss grundsätzlich sehr genau darauf geachtet werden muss, dass die Unabhängigkeit der Beschwerdeinstanz dadurch nicht tangiert wird.

Es besteht die Gefahr, dass die Beschwerdeinstanz nicht mehr vollständig dem Erfordernis der Unabhängigkeit gerecht werden kann, andererseits kann die Akzeptanz der Entscheidungen der Beschwerdeinstanz durch die Betroffenen schwinden. Dies könnte dazu beitragen, dass die Zahl der ausserordentlichen Rechtsbehelfe wieder ansteigt, was dem gewünschten Effekt der Verfahrensverkürzung widerspricht. Es wird daher vorgeschlagen diese Bestimmung zu streichen oder zumindest zu präzisieren.

Aucune remarque

BS (Kantone sind von diesem Vorschlag nicht betroffen), FMH, Groupe Mutuel, Helsana, santésuisse, SAJE, SAV

Autres remarques

BVGer: Das BVGer spricht sich aus grundsätzlichen, rechtsstaatlichen und praktischen Gründen gegen eine entsprechende Gesetzesregelung aus. Ein gegenseitiger Informationsaustausch wird hingegen begrüsst. Vereinbarungen und Absprachen mit Vorinstanzen sind kaum vereinbar mit der in Artikel 30 Absatz 1 BV statuierten institutionellen Unabhängigkeit der Gerichte. Solche Vereinbarungen würden zudem die Gefahr einer präjudiziellen Wirkung in sich bergen, da andere Vorinstanzen des BVGer dasselbe Recht (Abschluss von Vereinbarungen mit dem BVGer) beanspruchen könnten. Mit einer solchen Regelung würde zudem das Gebot der Gleichbehandlung der Beschwerdeführenden tangiert.

Das AsylG schreibt dem BVGer bereist heute vor, innert welcher Frist es welche Beschwerdeverfahren zu behandeln hat. Somit wäre der Spielraum für weitere Absprachen mit dem BFM über eine Priorisierung von Beschwerdeverfahren sehr eng begrenzt.

6. Art. 110a (nouveau) : assistance judiciaire

Art. 110a (nouveau) Assistance judiciaire

¹ Sur demande du requérant qui a été dispensé de payer les frais de procédure, le Tribunal administratif fédéral désigne un mandataire d'office.

² Sont également habilitées à fournir l'assistance judiciaire d'office les personnes titulaires d'un diplôme universitaire en droit disposant de connaissances particulières du droit procédural et du droit d'asile.

Approbation

Cantons :

AG, BS, FR (im Grundsatz zustimmend), GE, JU, LU, NE, SH, SO (eher zustimmend), SZ (nur Absatz 2), TG (eher zustimmend), TI, VD, VS, ZG

Partis :

Milieux intéressés :

DJS (mit Vorbehalt), FER (mit Vorbehalt), SAV (mit Vorbehalt), SFH, SRK, UNHCR

BS: Da oftmals gerade Mitarbeiter von Rechtsberatungen und Hilfswerken mit den Fällen vertraut sind und über ein reiches Wissen verfügen, könnten solche Verfahren wohl auch etwas kostengünstiger durchgeführt werden.

DJS: Da in der Praxis die unentgeltliche Rechtsverteidigung von Asylsuchenden fast immer am Kriterium der angeblich fehlenden Notwendigkeit scheitert, wird begrüsst, dass der Bericht diesbezüglich eine Lockerung vorsieht. Diese ist allerdings im vorgeschlagenen Gesetzestext von Art. 110a AsylG nicht zu finden. Um den Zugang zur Beschwerdemöglichkeit zu erleichtern, sollte zusätzlich bereits die Erstberatung kostenlos sein. Dass auch RechtsvertreterInnen, die nicht über ein Anwaltspatent, aber über besondere Kenntnisse der massgebenden Bestimmungen verfügen, als amtliche Rechtsvertretung zugelassen werden, stellt ein sinnvolles Novum der schweizerischen Rechtsgeschichte dar. Es stellt sich die Frage, welche Disziplinierungsmöglichkeiten vorgesehen werden können.

FER: La FER est réservée sur la possibilité d'étendre à des juristes non titulaires du brevet d'avocat la possibilité d'assurer l'assistance judiciaire d'office. Si une telle option devait être retenue, des garanties élevées quant au degré de connaissance dans le droit de la procédure et le droit de l'asile doivent être apportées, voire validées par l'autorité.

FR: Fondamentalement, nous ne nous opposons pas au renforcement de la protection juridique des requérants d'asile (par la suppression de l'examen de la nécessité d'une assistance judiciaire et par l'élargissement du cercle des personnes susceptibles de l'assurer). Par contre, nous restons sceptiques s'agissant des coûts engendrés par ces mesures et d'une réelle accélération des procédures. Le choix des personnes concernées devra également être précisé (indépendamment de la question des compétences académiques) afin d'éviter un acharnement idéologique contre-productif de certaines personnes qui assumeront dorénavant cette tâche.

JU: Il est à relever que l'introduction de l'article 110a devrait conduire à une augmentation des procédures de recours et des frais y relatifs.

SAV: La FSA émet des réserves quant à la définition, telle qu'elle figure à l'article 110a du projet de loi, des compétences que ces personnes doivent remplir: s'il paraît aller de soi que celles-ci doivent disposer de connaissances particulières du droit procédural ainsi que du droit d'asile, cette définition apparaît comme relativement floue. On ignore ainsi si ces compétences doivent, ce qui paraît souhaitable aux yeux de la FSA, aller au-delà des simples connaissances acquises dans le cadre des cours universitaires. Dans ce sens, il apparaît que le texte de l'article 110a du projet de loi doit être amélioré afin de déterminer de façon claire, l'étendue, et surtout, de quelle manière l'existence de ces compétences seront, respectivement, ont été vérifiées.

SFH: Diese Anpassung wird unterstützt. In der Begründung würde es begrüsst, wenn der Bund zugestehen würde, dass das Kriterium der Komplexität im Asylverfahren in der Regel vorliegt. Der Bericht hatte dies klarer formuliert.

SO: Die durchschnittliche Bearbeitungsdauer darf mit der Einführung dieser Gesetzesänderung nicht verlängert werden. Es stellt sich zudem die Frage, ob eine Verfahrensbeschleunigung erreicht werden kann, wenn wie im Bericht ausgeführt, die Beschwerdequote von 30% auf 50% ansteigen könnte. Eine sinnvolle Alternative würde die im Bericht des EJPD zur Verfahrensbeschleunigung vorgeschlagene Verfahrens- und Chancenberatung darstellen.

SRK: Die Einführung einer unentgeltlichen amtlichen Verbeiständung stellt eine wesentliche Qualitätssteigerung dar, sofern diese unabhängigen, bereits heute in diesem Bereich tätigen Stellen übertragen wird.

SZ: Der Vorschlag ist im Interesse der Verfahrensbeschleunigung und der Kosteneinsparungen zu begrüssen.

TG: Es erscheint fraglich, ob die Verstärkung des Rechtsschutzes (unentgeltliche Rechtsvertretung, Wegfall des Anwaltsmonopols, automatische Aktenzustellung) die Beschwerdeverfahren in Zukunft wirklich beschleunigen kann. Der Effekt dieser Massnahme wird zu gegebener Zeit zu überprüfen sein.

UNHCR: Der Vorschlag wird begrüsst. Die faktische Anerkennung der Notwendigkeit einer Rechtsvertretung im Asylverfahren entspricht der Realität der betroffenen Personen, die oft einen anderen kulturellen Hintergrund und mangelnde Rechtskenntnisse haben. Zudem ist wohl auch die Annahme richtig, dass mit der bisherigen Einzelfallbeurteilung der Verbeiständung unnötiger Abklärungsaufwand betrieben wurde, der die Verfahren verlängert hat. Zur Absicherung des Rechts auf einen effektiven Rechtsbehelf ist es jedoch essentiell, allen Asylsuchenden unentgeltliche Rechtsvertretung in der Beschwerdeinstanz zur Verfügung zu stellen. Die Gewährung einer unentgeltlichen Rechtsvertretung sollte daher nicht von der Beschwerde auf Erfolg abhängen. Die Klarstellung in der Zusatzbotschaft, dass es sich hier ausschliesslich um eine kurzfristige Massnahme zur punktuellen Stärkung des Rechtsschutzes handelt und dass im Rahmen der geplanten Umsetzung der Handlungsoption 1 des Beschleunigungsberichts eine umfassende Reformierung des Rechtsschutzsystems geplant ist, wird daher begrüsst. Aufgrund der Spezialität der Materie wird angeregt, dass eine Präzisierung und gegebenenfalls weitere Öffnung für erfahrene Asylberatende in Betracht zu ziehen ist, insoweit dies ohne Einbussen bezüglich der Qualität der Rechtsberatung und Rechtsvertretung möglich ist.

Refus

Cantons :

BE, GR, OW, SZ (nur Absatz 1), ZH

Partis :

FDP, GPS, SVP

Milieux intéressés :

CSP

CSP: Si l'on peut voir dans cette proposition un renforcement de la protection juridique des requérants d'asile, en réalité la protection envisagée par ce nouvel article demeure extrêmement limitée pour permettre une véritable défense des requérants d'asile.

FDP: Für die Umsetzung der für das Beschwerdeverfahren vor dem BVGer aktuell vorgeschlagenen Massnahme braucht es keine Gesetzesänderung. Es ist nicht nachvollziehbar, inwieweit diese Prüfung von verfahrensmässigen Fragen mit einem relativ hohen Abklärungsaufwand verbunden sein soll. Die vorgeschlagene Massnahme führt zu einer unnötigen Privilegierung von Asylsuchenden im Verfahren vor dem BVGer, höheren Kosten und einer Zunahme der Beschwerdequote. Mit der dadurch anfallenden Mehrbelastung würde die im Begleitbericht suggerierte Entlastung mehr als zunichte gemacht. Diese Massnahme wird deshalb entschieden abgelehnt.

GPS: Bedenklich ist insbesondere, dass auf die heute bestehende Voraussetzung der Notwendigkeit der Rechtsvertretung verzichtet werden soll. Das Recht auf Beschwerde ist ein durch die Bundesverfassung geschütztes Verfahrensrecht, das auch im Asylverfahren den Betroffenen offen stehen muss. Die Grünen unterstützen die bisherige Praxis der Rechtsberatung. Es ist unverständlich, dass der Bund hier ein neues Konzept schaffen will, welches die bereits existierenden Strukturen gänzlich ausser Acht lässt.

GR: Im Zusammenhang mit den im Bericht des EJPD über Beschleunigungsmassnahmen im Asylbereich in Aussicht gestellten Verfahrensanpassungen mag der vorgeschlagene Ausbau des Rechtsschutzes seine Berechtigung haben. Unter den aktuellen Gegebenheiten ist er dagegen fehl am Platz und wird deshalb abgelehnt.

SVP: Inwiefern mit dieser Gesetzesänderung eine Beschleunigung der Asylverfahren erreicht werden soll, ist schleierhaft. Dass für Verfahren, für die keine Vertretung notwendig ist, eine Rechtsvertretung ernannt werden muss, dient kaum der Verfahrensbeschleunigung. Problematisch erscheint auch, dass nicht anwaltliche Rechtsvertreter nicht an die Standesregeln gebunden sind und nicht unabhängig agieren können.

SZ: Eine allfällige Gewährung eines unentgeltlichen Rechtsbeistandes ist mit keinen weiteren juristischen Abklärungen verbunden; aus diesem Grund ist ein Automatismus bei der Gewährung eines amtlichen Rechtsbeistandes nicht notwendig bzw. abzulehnen.

ZH, sinngemäss BE, GR, OW: Die vorgeschlagene Änderung verursacht Mehrkosten für die Verbeiständung und trägt dazu bei, die Asylverfahren zusätzlich zu verzögern. Die Möglichkeit, neben Rechtsanwälten andere rechtskundige Personen zuzulassen, ist problematisch. Dies dürfte weiter zur Erhöhung der Beschwerdequote beitragen. Es ist daher wie bis anhin nach allgemeinen verwaltungsrechtlichen Verfahrensbestimmungen ausschliesslich im einzelnen Bedarfsfall eine amtliche Rechtsvertretung zu bestellen.

Aucune remarque

FMH, Groupe Mutuel, Helsana, SAJE, santésuisse

Autres remarques

BVGer: Es trifft nicht zu, dass die Abklärungen des BVGer betreffend Notwendigkeit der Verbeiständung im Beschwerdeverfahren, wie im Bericht behauptet, mit einem grossen Aufwand verbunden seien. Das BVGer kann in den weitaus meisten Fällen schnell feststellen, ob eine anwaltliche Vertretung notwendig ist. Die Notwendigkeit wird nach geltender Praxis nur dann bejaht, wenn der zu beurteilende Fall sich als besonders komplex erweist (sehr selten).

Die vorgeschlagene Möglichkeit, Nicht-Anwälte zuzulassen wird nicht grundsätzlich abgelehnt. Allerdings stellen sich diesbezüglich Fragen betreffend der Aufsichtsmöglichkeiten. Das BVGer erhofft sich insbesondere durch eine verbesserte Qualität der Rechtsschriften eine Entlastung im einzelnen Verfahren und eine Aufwandsreduktion für die Verfahren insgesamt. In anderen Gebieten (Strafrecht) sind die Erfahrungen im Zusammenhang mit der amtlichen Verbeiständung insgesamt positiv.

Nicht nachvollziehbar ist die Einschätzung, dass das Beschwerdeverfahren durch die vorgeschlagenen Massnahmen beschleunigt werden könne. Es ist eher vom Gegenteil auszugehen, da mit einer Zunahme von Verfahrens- und Beweisanträgen zu rechnen wäre und die Anfechtungsquote sich erhöhen würde.

Ein positiver Nebeneffekt würde darin liegen, dass die rechtsgleiche Behandlung der Beschwerdeführenden leichter als heute gewährleistet werden könnte. Der Frage der Aussichtlosigkeit hingegen müsste mehr Gewicht eingeräumt werden.

Im Gesetzesvorschlag fehlt eine Präzisierung zum Geltungsbereich (soll Art. 110a E- AsylG auf sämtliche Beschwerdeverfahren Anwendung finden?). Zudem fehlt eine intertemporale Regelung.

Die Kosten würden nach Einschätzung des BVGer wesentlich höher ausfallen, als im Bericht ausgeführt. Die Kosten pro Beschwerdeverfahren dürften eher ca. 2000 Franken betragen (anstelle der im Bericht geschätzten 1200 Franken).

Dem im Bericht des EJPD im Rahmen der Umsetzung der Handlungsoption 1 vorgeschlagenen umfassenden und kostenlosen Rechtsschutz steht das BVGer positiv gegenüber.

7. Ch. II (dispositions transitoires) et ch. III (entrée en vigueur)

II

Dispositions transitoires concernant la modification du...

III

¹ La présente loi est sujette au référendum.

² Le Conseil fédéral fixe l'entrée en vigueur.

Approbation

Cantons :

AG, BE, BS, FR, GE, GR, JU, LU, NE, OW, SH, SO, SZ, TI, TG, VD, VS, ZH, ZG

Partis : GPS,

Milieux intéressés : CSP, DJS, FER, SAJE, SFH, VSJF, SRK

Refus

Cantons :

Partis : FDP,

Milieux intéressés :

Aucune remarque

FMH, Groupe Mutuel, Helsana, santésuisse, SAV, SVP

Autres remarques

BVGer: Es fehlt eine Übergangsregelung hinsichtlich der unentgeltlichen Rechtspflege. Somit bezieht sich der Vorschlag auch auf Verfahren vor dem BVGer, die im Zeitpunkt des Inkrafttretens hängig sein werden.